



## Arrêt

**n° 169 458 du 9 juin 2016  
dans l'affaire X / III**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,  
chargé de la Simplification administrative**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA III<sup>ème</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 19 janvier 2016, par X, qui déclare être de nationalité croate, tendant à l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, pris le 8 janvier 2016.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ci –après dénommée la Loi.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 24 mars 2016 convoquant les parties à l'audience du 19 avril 2016.

Entendu, en son rapport, M.-L. YA MUTWALE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. BOROWSKI *loco* Me D. ANDRIEN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

1. La requérante est arrivé dans le royaume avec ses enfants, le 4 décembre 1992 et introduit une demande d'asile.

Le 22 janvier 1993, elle est mise en possession d'une déclaration d'arrivée valable jusqu'au 22 juillet 1993. Elle sera mise en possession d'un CIRE au titre de personnes déplacées.

1.2. Le titre de personnes déplacées leur sera retiré suivant un courrier du 13 octobre 1998. Le 8 février 1999, la partie défenderesse prend une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, estimant que la demande de la requérante était étrangère à l'asile.

1.3. Le 30 juillet 1999, elle introduit une demande de régularisation de séjour sur base de l'article 9 alinéa 3 ancien de la Loi. Cette demande sera rejetée le 5 septembre 2000. Une nouvelle demande sera introduite le 2 avril 2002 et ce sur pied de l'article 9 alinéa 3 de la Loi, demande complétée le 22 mars 2005. Cette dernière demande sera rejetée par décision du 25 juillet 2006. La famille introduit un recours devant le Conseil d'Etat, qui par un arrêt n° 215 879 du 20 octobre 2011, prononcera un désistement d'instance, les requérants n'ayant pas introduit dans le délai imparti une demande de poursuite de la procédure.

1.4. l'époux de la requérante est condamné, le 20 novembre 2009 par le 8<sup>ème</sup> chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Liège, notamment du chef de viol avec violences, contrainte ou ruses, d'attentats à la pudeur avec violences ou menaces et de coups et blessures sur ses propres enfants mineurs, à une peine de neuf ans d'emprisonnement, à l'interdiction des droits énoncés à l'article 31 du code pénal pendant une période de dix ans et ordonne sa mise à disposition du tribunal de l'application des peines pour une période de dix ans conformément à l'article 34 quater, 3° du code pénal.

1.5. Le 15 décembre 2009, la famille de la requérante introduit, via leur conseil, une demande de régularisation de séjour fondée sur l'instruction du 19.07.2009, concernant l'application de l'article 9bis de la loi sur les étrangers en invoquant notamment les points 2.8.A de ladite instruction.

1.6. Le 12 avril 2011, la partie défenderesse prend une décision déclarant irrecevable la demande précitée, la demande n'était pas accompagnée d'un document d'identité et une décision de non prise en considération à l'égard de l'époux de la requérante, époux incarcéré dans l'établissement pénitentiaire de Lantin depuis le 29 avril 2008.

1.7. Le 23 novembre 2011, la requérante et ses enfants introduisent une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9bis de la Loi.

1.8. Le 9 juillet 2015, la requérante introduit une demande d'attestation d'enregistrement en tant que demandeur d'emploi.

Le 8 janvier 2016, la partie défenderesse prend une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire sous la forme d'une annexe 20.

Cette décision qui constitue l'acte attaquée est motivée comme suit :

«

*En exécution de l'article 51, § 2, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande d'attestation d'enregistrement introduite en date du 09.07.2015 par: Nom: {A., E.}, Nationalité : Croatie, Date de naissance: 27.11.{xxx}, Lieu de naissance Sarajevo,*

Numéro d'identification au Registre national: {xxxx}, Résidant à Rue de l'Agriculture, {xxx} 4040 ...

Est refusée au motif que :

*Ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en tant que citoyen de l'Union :*

*L'intéressée a introduit une demande d'attestation d'enregistrement en tant demandeur d'emploi. A l'appui de sa demande, elle a produit l'inscription comme demandeur d'emploi auprès du Forem, une attestation datée du 30.07.2015 de l'Agence Wallonne pour l'intégration des Personnes Handicapées, Bureau Régional de Liège, en matière de mise au travail en entreprise de travail adapté, une réponse négative à une candidature au sein de l'entreprise de travail adapté des Ateliers du Monceau ASBL, des lettres de candidature et des réponses négatives à celles-ci.*

*Toutefois, ces documents ne constituent pas la preuve d'avoir une chance réelle d'être engagée compte tenu de sa situation personnelle. En effet, aucune réponse à ses lettres de candidature ne permet de penser qu'elle a une chance réelle d'être engagée, dans un délai raisonnable.*

*De l'examen du dossier, il appert qu'elle a travaillé un jour, le 04/09/2015 auprès de Fruitbedrijf FAGARD à Tongres, cependant, un seul jour de travail est insuffisant pour considérer qu'elle a une chance réelle d'être engagée, elle n'a d'ailleurs plus été engagée depuis.*

*Dès lors, elle ne remplit pas les conditions nécessaires à un séjour de plus de trois mois en Belgique en tant que demandeur d'emploi, citoyen de l'Union Européenne.*

*En vertu de l'article 7, alinéa 1, 2° de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressée de quitter le territoire dans les 30 jours vu qu'elle demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé étant donné que le séjour de plus de 3 mois en tant que demandeur d'emploi demandé le 09.07.2015 lui a été refusé et qu'elle n'est pas autorisée ou admise à séjourner à un autre titre. »*

## **2. Exposé du moyen d'annulation.**

2.1. La partie requérante prend un moyen unique « {...} de l'erreur manifeste d'appréciation et de la violation des articles 10,11, 22 et 191 de la Constitution, des articles 7,39/79, 40, 40bis, 42, 62 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, l'établissement, le séjour et l'éloignement des étrangers, de l'article 51 § 2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. »

2.1.1. Dans un premier grief, se basant sur l'article 42 §1<sup>er</sup> de la loi du 15.12.1980 et l'article 51 §2 de l'arrêté royal, elle soutient que « la demande fut introduite le 9 juillet 2015 et la notification intervient le 11 janvier 2016, la date de transmission de la décision à la commune n'est pas visible sur la décision. A moins que le dossier ne contienne une date certaine de prise de décision au 9 janvier 2016, il faut considérer que la décision n'a été prise qu'au jour de sa notification, soit le 11 janvier 2016, soit au-delà du délai de six mois ; la requérante soulève le dépassement du délai de six mois, le non respect (sic)des

*dispositions précitées et l'obligation de délivrer la carte de séjour, incompatible avec la décision entreprise. '*

Invoquant l'article 12bis §3 alinéa 3 de la loi, elle souligne [qu'] *il appartient à la partie adverse de démontrer qu'elle a bien porté sa décision à la connaissance du bourgmestre pour le 9 janvier 2016 et non simplement qu'elle a pris sa décision pour cette date ; lire autrement les articles 42 de la loi et 51 de l'arrêté royal n'est pas compatible avec les articles 10 ,11 et 22 de la Constitution.*

2.1.2. Dans un second grief, elle fait valoir, prenant appui sur l'arrêt 229.317 du 25.11.2014 rendu par le Conseil d'Etat et l'article 74/13 de la Loi, que « La décision est assortie d'un ordre de quitter le territoire, mais ne contient aucune motivation quant à la nécessité de délivrer un ordre de quitter, alors que l'article 51 §4 de l'arrêté royal précise que la partie adverse donne « le cas échéant, un ordre de quitter » et que l'article 74/13 lui impose de tenir compte de divers facteurs, notamment médicaux. ».

Que la requérante présente des problèmes de santé, ce dont la partie adverse était informée à la lecture de sa décision.

### **3. Discussion.**

3.1.1. A titre liminaire, le Conseil rappelle que, selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat et du Conseil de céans, l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (cf. notamment C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006 et C.C.E., arrêt n° 12 076 du 29 mai 2008).

Le Conseil constate qu'en l'espèce, la partie requérante s'abstient d'expliquer de quelle manière l'acte attaqué serait constitutif d'une violation des articles 7, 39/79, 40, 40 bis, 42 62 et 74/13 de la Loi. Il en résulte qu'en ce qu'il est pris de la violation de ces dispositions, le moyen est irrecevable.

3.1.2. sur le premier grief, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 42, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de la Loi, « [l]e droit de séjour de plus de trois mois dans le Royaume est reconnu le plus rapidement possible et au plus tard six mois après la date de la demande telle que prévue au § 4, alinéa 2, au citoyen de l'Union et aux membres de sa famille qui sont dans les conditions et pour la durée déterminées par le Roi, conformément aux règlements et directives européens. [...] ».

Il rappelle également qu'aux termes de l'article 51, § 2 alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, tel qu'applicable lors de la prise de l' acte attaqué : « *Si le Ministre ou son délégué ne reconnaît pas au citoyen de l'Union le droit de séjour, il refuse la demande et lui donne, le cas échéant, l'ordre de quitter le territoire. Le bourgmestre ou son délégué notifie ces deux décisions au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 20. ».*

Il ressort de l'examen du dossier administratif que la partie requérante a introduit sa demande de carte de séjour de plus de trois mois le 9 juillet auprès de l'administration communale de Herstal et que la partie défenderesse y a répondu par une décision prise le 8 janvier 2016, soit dans le délai prévu par les dispositions susvisées.

S'agissant du reproche formulé en termes de requête, selon lequel *cette décision n'aurait été notifiée que le 11 janvier 2016, date à laquelle elle a été transmise à l'administration communale, date qui serait celle de la prise de la décision*, le Conseil remarque que la partie requérante demeure en défaut de contester sérieusement la date figurant sur la décision querellée, à savoir celle du 8 janvier 2016.

Le fait que cette décision a été transmise à l'administration communale par une télécopie datée du 8 janvier 2016, n'énervé en rien ce constat. Quant à l'allégation suivant laquelle *« Sauf à créer une discrimination à rebours injustifiée (...), il appartient à la partie adverse de démontrer qu'elle a bien porté sa décision à la connaissance du bourgmestre pour le 9 janvier 2016 et non simplement qu'elle a pris sa décision pour cette date (...) »*, le Conseil constate qu'elle se fonde sur une pétition de principe qui ne repose sur aucun élément concret ou sérieux au vu de la date mentionné dans l'acte attaquée et de la télécopie du 8 janvier 2016.

3.1.3. Sur le deuxième grief, le Conseil observe que la motivation de l'ordre de quitter le territoire, conforme à l'article 7, alinéa 1er, 2° de la Loi, se vérifie à l'examen du dossier administratif et n'est pas utilement contestée par la partie requérante. Celle-ci se borne en effet à faire grief à la partie défenderesse de ne pas avoir pris en considération la vie familiale de la requérante et avoir procédé à une balance des intérêts en présence, invoquant l'article 74/13 de la Loi à l'appui de son argumentation.

A cet égard, le Conseil rappelle tout d'abord que cet article dispose que *« Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné »* et que si cette disposition impose à la partie défenderesse une prise en compte de certains éléments, il ne saurait être soutenu qu'elle lui impose de motiver sa décision quant à ce.

Or, le Conseil relève que la partie défenderesse a pris en considération ces éléments, ainsi qu'il ressort de la fiche de synthèse présente au dossier administratif et des termes de la motivation de la première décision attaquée. S'agissant précisément de l'invocation de son état de santé, le Conseil renvoie aux développements figurant dans la note de synthèse qui mentionne que *« l'attestation de mise au travail en entreprise au travail adapté de l'Agence Wallonne pour l'intégration des personnes handicapées est subordonnée au dépôt de candidature auprès d'une liste des entreprises de travail adapté, elle a reçu une réponse négative à une candidature au sein de l'entreprise de travail adapté{...} »*.

Le Conseil observe également que l'ordre de quitter le territoire est motivé par le fait que la demande d'autorisation de séjour de la requérante en qualité de demandeur d'emploi lui avait été refusée et qu'elle n'était pas autorisée ou admise à séjourner à un autre titre, constats que la requérante ne saurait et ne conteste valablement.

Dès lors, la critique tirée de ce que la partie défenderesse aurait violé les articles 7, 62 et 74/13 de la Loi ne saurait être retenue.

Le moyen unique n'est fondé en aucun de ses griefs.

#### **4. De la question préjudicielle**

4.1. En termes de requête, le requérant sollicite que soit posée la question suivante à la Cour constitutionnelle :

*« Les articles 42 de la loi sur les étrangers et 51 de l'arrêté royal sur les étrangers sont-ils compatibles avec les articles 10,11,22 et 191 de la Constitution en ce qu'ils n'imposeraient au ministre ou à son délégué que de prendre sa décision dans les six mois qu'ils prescrivent, alors que les 12bis de la loi et 26 de l'arrêté royal lui imposent également de porter sa décision à la connaissance du bourgmestre ou de son délégué dans le même délai de six mois. »*

4.2. En l'espèce, au vu du raisonnement développé au point 3 du présent arrêt, et le Conseil ayant estimé que le moyen pris par le requérant n'est pas fondé, il s'impose de constater que la question préjudicielle que le requérant souhaite voir posée à ladite Cour Constitutionnelle est sans pertinence quant à la solution du présent recours.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le neuf juin deux mille seize par :

Mme. M.-L. YA MUTWALE,                      Président f. f., juge au contentieux des étrangers

Mr. A.D. NYEMECK,                              greffier assumé.

Le greffier,    Le président,

A.D. NYEMECK

M.-L. YA MUTWALE